

PATRIYOT

PATI KOMINIS POU LENDEPANDANS EK SOSYALIZM

P.K.L.S.

L'EXIGENCE DE L'HEURE :

UN POUVOIR POLITIQUE MARTINIQUEAIS

CHLORDECONE :

**SANCTIONNER LES
POLLUEURS**

NOTRE PATRIMOINE :

**NOUS SEULS POUVONS
LE SAUVER**

FRANCE :

**AU SERVICE DES PLUS
RICHES**



SEPTANM 70 :

**UNE LUTTE HEROIQUE
DE NOTRE PEUPLE**

**LIBÉRER LES CINQ
PRISONNIERS CUBAINS**

COMBIEN DE « DEAN » FAUDRA T-IL ?

Il n'y a guère de jour qui ne mette en évidence notre situation de pays colonisé, dominé. Chaque situation, chaque aléa que vit notre pays le démontre.

Quel aléa plus prévisible, sous nos latitudes, qu'un cyclone ? Combien de « DEAN » faudra t-il pour établir que l'agriculture d'un pays ne peut reposer que sur une culture d'exportation en l'occurrence la banane ?

Depuis plus de trente ans des voix s'élèvent pour dénoncer les méfaits mortels des pesticides de toute sorte et leur utilisation à outrance dans la culture de la banane. Combien d'années faudra t-il encore pour tourner le dos à une agriculture coloniale ?

Aujourd'hui, l'état français une fois de plus à verser des millions d'euros aux pollueurs, empoisonneurs à titre « d'indemnités » et afin qu'ils poursuivent leur pratique déraisonnée. Que nous faut-il encore pour établir la complicité flagrante entre l'état colonial et des descendants des esclavagistes d'hier ?

Combien de « DEAN » faudra t-il encore pour mettre en évidence l'inexistence de toute politique de prévention dans bien des domaines ? Combien de colloques, combien de parlottes faudra t-il encore pour démontrer l'aberration d'une politique énergétique qui nous fait dépendre à presque 100 %, de l'importation

de fuel, sans parler des réseaux de distribution mal conçus, mal entretenus ? Mais ce n'est pas grave nous dit-on, puisqu'après chaque cyclone on nous enverra des électriciens de France pour remettre « de l'ordre » sans omettre au passage de nous chanter l'éternelle chanson « que feriez vous sans la France, si bonne, si généreuse ? »

La raison première de ces gâcheries à répétition vient du fait que nous ne décidons rien d'essentiel.

Comme l'ont fait nos ancêtres renvoyons à la poubelle de l'histoire ces arguments éculés et forgeons notre avenir en toute indépendance et en pleine souveraineté.

Au delà des mots et des belles paroles, quels moyens politiques avons nous de récupérer la grande propriété agricole pour la mettre à la disposition de la collectivité martiniquaise en vue du développement d'une agriculture enfin martiniquaise ?

Quels moyens avons-nous de décider de la mise en œuvre d'une véritable politique énergétique pour diminuer notre dépendance en la matière ?

Ne sommes nous pas suspendus aux lèvres des oracles de Paris qui nous dictent ce qui est

bon pour nous, qui décident s'il faut que tel cyclone soit déclaré ou pas catastrophe naturelle, qui décident (en feignant de consulter) qu'une zone franche globale résoudra tous nos problèmes alors qu'en réalité cela ne fera que l'affaire des capitalistes les plus puissants.

Chaque jour, montre la nécessité pour nous martiniquais de nous débarrasser de la domination coloniale française, la nécessité de décider en martiniquais et de la politique à mener globalement pour la défense des intérêts supérieurs de notre pays.

Ceux qui, sans vergogne se servent du malheur des sinistrés pour inculquer à notre peuple que notre dépendance est éternelle sont dans le droit fil des esclavagistes qui tenaient le même langage pour perpétuer leur abominable domination en se faisant passer pour des bienfaiteurs sans qui les esclaves ne mangeraient pas.

Comme l'ont fait nos ancêtres renvoyons à la poubelle de l'histoire ces arguments éculés et forgeons notre avenir en toute indépendance et en pleine souveraineté.



LUTTE DE MASSE ET IMPASSE JURIDIQUE

Depuis plus de vingt ans, avec une ténacité et une permanence qui méritent d'être saluées, le mouvement écologiste martiniquais, et en premier lieu l'ASSAUPAMAR, mènent un combat important pour la sauvegarde du patrimoine naturel de notre Patrie.

Néanmoins, ce combat a connu récemment un revers important avec l'installation du centre Commercial de Genipa à Ducos par le Groupe du béké Bernard Hayot.

Pourtant, le combat mené par l'ASSAUPAMAR, avec le soutien de notre parti, le PKLS, et de la plupart des autres forces patriotiques et démocratiques, était fondamentalement juste.

Le principal argument mis en avant par le mouvement écologiste était celui de la protection de la mangrove qui est contiguë au lieu d'implantation du centre commercial.

Par ailleurs, on a aussi avancé comme arguments contre l'implantation du centre commercial le danger qu'il représentait pour le petit commerce dans cette zone géographique. Mais cet argument était formulé occasionnellement sans véritable travail d'information. Il était assez facilement contrebalancé par la propagande du béké Hayot, parfaitement relayé par les grands médias, sur le fait que l'implantation du centre Commercial allait permettre de créer des emplois, ce qui en soit apparaissait comme un argument imparable et sans appel.

Il faut bien admettre que la lutte contre le centre commercial de Genipa a au fur à mesure du temps mobilisé de moins en moins de monde, y compris au niveau des militants politiques.

Il faut analyser sérieusement les causes de cet échec pour l'avenir.

Pour notre parti, l'erreur majeure dans la propagande, la sensibilisation et la mobilisation a été de ne plus mener le combat au niveau des masses et d'enfermer le mouvement de protestation dans ce qui allait se révéler une impasse, le combat sur le plan juridique.

S'il est vrai que le mouvement écologiste, comme le mouvement ouvrier d'ailleurs, peut utiliser, dans le cadre de leur lutte, les contradictions qui existent sur le plan juridique, il est erroné d'en faire un appui majeur d'un quelconque combat.

Ce n'est pas parce que la loi française ou la réglementation européenne dit que telle ou telle chose ne doit pas être faite que cela doit ou non motiver un combat pour une revendication légitime.

La défense de la mangrove en Martinique est un élément essentiel pour préserver l'avenir de notre pays et ceci peu importe que les lois françaises le prévoient ou non.

En axant son travail militant sur la question juridique, le mouvement écologiste a négligé le travail d'explication aux masses et a donné l'impression que la solution du combat se trouvait au siège du Tribunal Administratif et non dans le cadre d'un rapport de force.

Le Groupe Hayot a eu beau jeu de modifier quelques peu son projet ou de présenter un nouveau permis pour donner l'impression qu'il acceptait la règle du jeu qui était apparue comme la seule qui vaille pour le mouvement écologiste, le respect des normes et de la loi française.

Il y avait peu de doute qu'à ce jeu, on allait tout droit vers la défaite sauf

à faire confiance aux institutions judiciaires françaises pour mener la bataille pour la défense du patrimoine martiniquais.

On retrouve cette même dérive dans le combat pour l'accès aux plages à Sainte Luce.

Le droit pour les Martiniquais d'accéder librement à tout le littoral ne peut être soumis aux volontés de la loi française.

Le combat pour la préservation de notre patrimoine, partie prenante du combat pour la libération nationale, ne peut se mener à coup de lois françaises mais par la capacité de convaincre les martiniquais des enjeux et de l'importance de le prendre en charge.

Souvent, tant au plan politique pour les luttes de masses, le mouvement patriotique tombe dans un certain « crétinisme » légaliste qui a comme effet de renforcer la légitimité du pouvoir colonial à légiférer pour notre peuple et à sa place.

Cette critique fraternelle au mouvement écologiste ne vise ni à éluder la difficulté du combat sur ce front de lutte, ni à dédouaner les politiciens martiniquais qui démontrent leur incapacité, en dépit de leurs supposés pouvoirs, à empêcher toutes les atteintes à l'environnement de notre pays et à la santé de notre peuple, comme le démontre l'affaire du chlordécone.



LES POLLUEURS DEDOMMAGES SANS DEAN ET DAVANTAGE ENCORE AVEC DEAN !

Le cyclone Dean est venu rappeler la fragilité de l'agriculture dans notre pays, ainsi que son inadaptation à répondre à nos besoins.

La colonisation du continent avait été un gage de richesse pour les colonisateurs envahisseurs, et ils mirent en place une société fondée sur une agriculture coloniale de production et d'exportation des produits dont la métropole avait besoin et non de produits pour satisfaire les besoins des habitants. En conséquence on s'est retrouvé avec la culture d'un seul ou de deux produits largement dominants.

Ce type d'agriculture est celui qui prévaut encore dans notre pays avec aujourd'hui la primauté de la banane.

Les gros producteurs ont donc toujours cherché les moyens de gagner le plus possible et ils ont donc abandonné les pratiques comme la jachère, pour s'installer dans une consommation maximale de produits chimiques de synthèse, pesticides, herbicides et engrais avec toutes les graves conséquences de pollution pour les sols, l'eau, l'air, contaminant les plantes, les produits, les animaux, les êtres humains.

Ils l'ont d'autant fait que d'une part le système capitaliste dans lequel nous sommes favorise ces pratiques et d'autre part ceux qui subventionnent (France, Europe), donc les utilisateurs des denrées produites, basent leurs subventions en partie sur l'utilisation de ces intrants chimiques.

De plus il faut ajouter que ce sont ces pays développés qui produisent et vendent les produits chimiques. En Martinique ce sont les gros producteurs békés qui tiennent la filière de distribution des intrants dans l'agriculture.

La boucle est bouclée ! Voilà en partie l'histoire du chlordécone et autres produits toxiques qui ont pollué notre sol, notre eau... et faut-il préciser que ce sont les mêmes qui définissent les normes, prennent les lois, prescrivent les interdictions, sollicitent

les autorisations, attribuent les dérogations.

Nous peuple de Martinique, ouvriers agricoles, petits paysans, consommateurs, victimes sur le plan social ou sanitaire n'avons pas droit à la parole nous devrions subir sans plus.

Subir que notre terre ne nourrisse pas ses fils ; subir de nous nourrir de ce que les mêmes encore auront décidé d'importer pour nous, au prix qu'ils auront décidé ; subir de voir nos sols, eau, air,.. pollués ; subir d'être empoisonnés sans que quiconque ne soit considéré ni coupable, ni responsable ; subir d'être dans l'incapacité d'obtenir la dépollution ; subir l'absence de dédommagement aux victimes économiques et sanitaires.

Et de plus les pollueurs, bénéficiaires de ce commerce, seraient ceux qui semble il, pourraient être dédommagés sans DEAN et encore davantage avec DEAN.

Quelle Hérésie !

Non il n'est pas dit que notre peuple ne serait là que pour subir. Nous devons faire entendre notre voix, notre cri de colère, agir pour obtenir réparation à savoir : dépollution des sols, étude épidémiologique conséquente de la population pour une évaluation réelle des conséquences sur la santé, prise en charge des malades, sanction contre les responsables de la pollution, mise en place de dispositifs efficaces de repérage des sols pollués, interdiction absolue de déclassement de terres non polluées, dispositions adéquates pour protéger le consommateur, suivi permanent de l'environnement pour évaluer les résultats négatifs ou positifs.

Ceci nous permet aussi de rappeler ce que nous avons tant et tant dit et répété quant à l'urgence d'une autre orientation de l'agriculture et pour cela d'une autre politique définie par notre peuple en corrélation avec ses intérêts majeurs.

La souveraineté alimentaire est une nécessité absolue car il s'agit de notre santé de notre bien être, de notre environnement de notre devenir de celui des générations futures, cela doit se comprendre comme partie intégrante de nos droits fondamentaux, de notre droit à l'autodétermination, à la souveraineté. Cela fait partie intégrante du concept de développement durable à savoir un développement qui répond aux besoins présents dans des conditions qui ne compromettent pas la capacité des générations futures de répondre à leurs besoins.

Nous avons le droit de décider de notre politique agricole et alimentaire de protéger notre production et le commerce agricole dans notre pays, sans nous référer aux lois de la France, aux règles ou directives de l'Europe qui ne sont pas faites pour nous et ne sont pas adaptées. Les paysans Martiniquais ont le droit de vivre du fruit de leur travail et de pouvoir vendre leurs produits sur le marché Martiniquais pour alimenter notre peuple et exporter dans la mesure du possible, le droit de se protéger du dumping pratiqué souvent par ceux-là mêmes qui sont responsables de la contamination

Tous ces droits sont niés par le pouvoir colonial et la logique du profit maximum en cours ne permet pas de s'engager dans la bonne voie.

Tout projet ou programme qui ne prend pas en compte cette réalité est voué à l'échec et seul un pouvoir politique Martiniquais instrument d'un Etat Martiniquais indépendant, responsable devant le peuple pourra agir de manière conséquente et cohérente, pour nous et les générations à venir.

Oui, il faut sanctionner les pollueurs et il faut faire en sorte que notre environnement ne soit pas un danger pour nous. Il doit être protégé pour nous permettre de jouir d'une bonne santé.

ET SI DEAN POUVAIT AVOIR EMPORTE LES IDEES ECULEES

Difficile de ne pas constater que la Martinique depuis de longues années vit comme en léthargie, et dans l'immobilisme le plus total.

« Nos assemblées croupions (conseil général et conseil régional) gèrent en administrateurs zélés les quelques compétences dérisoires qui leur sont laissées par l'état français. Alors ils asphaltent à tout va les routes, ils reprofilent les virages, ils octroient des subventions (moyen commode de préserver leur clientèle électorale) ils distribuent des billets d'avion au nom de la continuité territoriale, ils dispensent à tire larigot de la « formation professionnelle » (même si cela ne sert en grande partie qu'à diplômer des chômeurs) ils s'échinent en courbettes devant les ministres, et sous ministres de passage, ils plastronnent, ils se pavanent, ils s'égosillent en discours plus creux les uns que les autres. Et pendant ce temps là, le pays se meurt, pendant ce temps là notre jeunesse sans perspective continue de s'expatrier, « notre » économie coloniale à bout de souffle ne cesse de montrer ses limites avec en prime l'empoisonnement de nos terres agricoles.

Nous n'avons cessé au PKLS de répéter qu'un tel immobilisme de la part de la classe politique martiniquaise droite et gauche confondus était criminel pour notre pays et que ceux qui se vautrent dans un système politique qui mène notre pays à un tel désastre économique politique, social, humain, portent une lourde responsabilité.

Alors le cyclone DEAN les aura t-il réveillé ? Nullement. Face au papa blanc ils n'ont d'autre ressource que de tendre la sébile, en parfait mendiant qu'ils ont toujours été, et sans

se poser la moindre question sur l'opportunité ou non de perpétuer un système économique conçu pour l'intérêt exclusif des exploiters capitalistes békés et des colonialistes français. Ils se moquent de savoir pourquoi après chaque cyclone les mêmes dégâts seront à déplorer. Face à tant d'indigence intellectuelle des voix pleines de bon sens s'élèvent ici et ailleurs pour appeler à la réflexion, pour dénoncer l'illogisme d'une économie coloniale basée sur la monoculture de la banane quand notre pays dépend presque en totalité de l'importation, pour dénoncer le scandale qui se prépare avec l'indemnisation par l'état français des pollueurs, empoisonneurs de nos terres agricoles, pour appeler à une autre logique afin de sortir notre pays de la dépendance perpétuelle, de l'assistanat permanent. Nous qui avons toujours tenu ce discours ne pouvons qu'approuver ces constats d'évidence.

Mais cela ne saurait suffire. Cette réflexion entamée doit aller à son terme pour ne pas finir en vœux pieux.

POUR UNE AUTRE LOGIQUE ECONOMIQUE, IL EST ILLUSOIRE DE COMPTER SUR L'ETAT FRANCAIS.

Pour une autre logique afin de sortir notre pays de la dépendance perpétuelle, de l'assistanat permanent, pour une autre logique économique, il est illusoire de compter sur l'état français dont les intérêts se confondent avec ceux des exploiters de notre peuple. Pour la reconversion de nos sols, pour l'abolition de l'agriculture coloniale, pour la diversification véritable de notre production agricole, pour rendre l'agricul-

ture à sa vocation qui est de nourrir le pays, il faut détenir les leviers politiques qui permettent d'opérer cette véritable Révolution. Il faut un pouvoir politique martiniquais véritable, souverain, indépendant et non pas comme le suggèrent nos timorés politiciens des .. « compétences élargies » dans le cadre de la république française et de l'union européenne. (compétences dérisoires, qui ne sont qu'un nouvel habillage). Comment sortir de l'économie coloniale sans récupérer la terre martiniquaise, sans réforme agraire, sans expropriation des békés ?

Ces questions fâchent les bonnes âmes ? Tant pis ou plutôt tant mieux car nous ne saurions être partisans de l'immobilisme qui nous tue et qui nous fait assister impassible à l'agonie de notre pays. Plus que de subventions pour secourir les profiteurs d'une économie extravertie nous avons besoin de prise de conscience, pour nous préparer au combat libérateur.

Assurons-nous que DEAN et les autres ouragans qui pourraient suivre emportent avec eux les détritres de toutes sortes, les vieilles idées que tant de siècles, de propagande coloniale ont ancré dans bien des cerveaux et que la renaissance inéluctable de la nature coïncide avec celle des déterminations neuves, enthousiasmantes gages de progrès et de victoires pour notre peuple.

P A T R I Y O T

Directeur de la publication :

J. P. ETILE

Dépôt légal : NOVEMBRE
2007

P.K.L.S. - BP 1036

Fort-de-France CEDEX

Imprimerie F L A P

**Gerardo HERNANDEZ, Ramon LABAÑINO, Fernando GONZALEZ,
René GONZALEZ et Antonio GUERRERO,
CINQ CUBAINS INJUSTEMENT CONDAMNÉS ET EMPRISONNÉS AUX USA.**

En septembre 1998, ces 5 Cubains, deux nés aux Etats-Unis et trois à Cuba, ont été arrêtés aux Etats-Unis. Ils ont été maintenus au secret un an et demi. Suite à une mascarade de procès, sans aucune preuve, ils ont été condamnés en décembre 2001, à de très lourdes peines de prison pour «espionnage et atteinte à la sécurité nationale des USA». Les peines vont de 15 ans de détention à 2 perpétuité + 15 ans. Depuis, malgré tous les recours ils sont toujours détenus en violation des propres lois des USA.

En réalité ce qui leur est reproché c'est d'avoir défendu leur patrie, leur peuple, leur révolution.

En effet Cuba afin de protéger la population, le pays, contre les actes terroristes menés par les cubains contrerévolutionnaires qui agissent depuis Miami, avait décidé de faire entrer dans les associations qui constituent la mafia de Miami, des révolutionnaires afin qu'ils informent le gouvernement cubain des actes préparés contre Cuba. C'est ce à quoi les 5 ont été volontaires.

Actuellement il y a une campagne mondiale de solidarité avec les 5 à laquelle participent des gens de toutes opinions qui protestent contre cette injustice et réclament leur libération.

GERARDO, RAMON, FERNANDO, RENE et ANTONIO sont des prisonniers politiques et nous devons agir pour obtenir leur libération !



Gerardo



Ramon



Fernando



René



Antonio



Contacts :

Site : <http://www.pkls.org>

Email : pkls@pkls.org

Vous pouvez écouter
nos émissions en direct
à l'adresse suivante :
<http://www.radorfa.net>

Emisyon radio

anlè RFA
(93.6 ou 105.9)

Tou lé jédi
8 tè jis 10 zè oswè

L'INSURRECTION DE SEPTEMBRE 1870 : MOMENT CHARNIERE DE NOTRE HISTOIRE



Il y a 137 ans, le Sud de la Martinique s'enflammait avec une lutte héroïque des insurgés contre le pouvoir colonial français. Ce combat pour la terre et la liberté allait finir dans la répression la plus atroce avec des dizaines de morts et entraîner une politique de terreur pour l'arrestation des chefs de l'insurrection.

Comme pour la révolution antiesclavagiste du 22 mai 1870, ce moment fort de notre histoire allait par la suite être refoulée dans les mémoires des martiniquais.

Il faudra attendre que la lutte nationale du peuple martiniquais se développe pour que cet épisode de notre histoire revienne à l'actualité. C'est Armand Nicolas, ancien secrétaire général du PCM qui publiera en 1970, un siècle après, une brochure sur cet épisode tout à la fois tragique et héroïque du combat de nos ancêtres.

Aujourd'hui encore, à l'école coloniale française, on n'apprend pas aux petits martiniquais ce qui s'est passé en septembre 1870 dans leur pays. Car il nie l'existence de notre peuple, le pouvoir français préfère que les martiniquais ignorent leur propre histoire. Un peuple ignorant sa propre histoire est par nature un peuple faible.

Mais au-delà de cette position générale de l'opresseur à cacher à celui qu'il oppresse ses forfaits passés, la politique de silence vis-à-vis des événements de septembre 1870 se comprend aussi par l'actualité du combat et des revendications des insurgés.

La Martinique de 1870 est un pays où à peu de choses près on retrouve les mêmes contradictions que celles d'aujourd'hui : un pouvoir colonial fondé sur la domination d'une nation contre une autre, une caste béké disposant de la totalité du pouvoir économique, des masses populaires auxquelles est refusée tout à la fois la dignité, la liberté que les conditions d'une vie décente, une classe intermédiaire, les anciens hommes de couleur libre, sans assise économique, et espérant du maître blanc l'octroi de quelques miettes.

Il suffit de regarder, du Préfet aux chefs de services de la plupart des grands services de l'état (armée, justice etc...), pour constater qu'en 2007, ce sont toujours les français qui trustent les postes à responsabilité dans notre pays.

Sur le plan économique, l'essentiel des grands groupes sont aux mains de la caste békée. Certes, celle-ci a du composer avec le capital mondial et en particulier européen mais à peu de choses près, on ne peut acheter dans notre pays un quelconque produit sans qu'au bout du compte une famille béké ne perçoive sa dîme à un niveau quelconque. Tout particulièrement, comme en 1870, l'essentiel de la terre agricole est aux mains de cette caste.

Le paradoxe veut que ce qui a changé l'a été en pire.

De 1870 à nos jours, le colonialisme français a augmenté son emprise sur notre pays en augmentant notre dépendance sur tous les plans, alimentaire, énergétique etc....

La revendication des insurgés pour le partage de la terre reste encore d'une grande actualité. Le PKLS soutient que la caste békée doit rendre la terre aux martiniquais car elle a été acquise par le vol et la violence. C'est la formulation de notre revendication de la réforme agraire. Hors de cette reprise de possession par le peuple martiniquais de la terre, il n'y aurait aucune chance de pouvoir bâtir une économie équilibrée et durable.

L'insurrection de 1870 est aussi d'actualité car elle montre que la stratégie de la petite bourgeoisie de quémander au pouvoir colonial des miettes du gâteau, que ce soit sur le plan économique ou politique, est vouée à l'échec.

En 1870, les anciens hommes de couleur libre, dans leur grande majorité, se sont alliés au pouvoir français et à la caste blanche pour réprimer les insurgés. Ils espéraient ainsi être récompensés par la suite. Ce ne fut pas le cas et c'est ainsi qu'ils maintinrent leur lutte pour l'assimilation.

Aujourd'hui encore, ceux qui désespèrent du combat frontal en se réfugiant dans des micmacs ou autre demande d'évolution institutionnelle vont inévitablement vers l'échec.

Pou Konba jodi-a, Sonjé Konba 1870 !

UN SYSTEME AU SERVICE DES PLUS RICHES !

La politique mise en place par l'omnipotent Sarkozy se situe pleinement dans le développement de l'ultra libéralisme commencé depuis longtemps. Sarkozy et ses serviteurs sont bien au service des plus riches, des exploiters, des oppresseurs, du colonialisme, du capitalisme inhumain et de l'impérialisme.

Si doute il pouvait y avoir, il s'attache à le lever avec ses vacances chez ses amis milliardaires. Ses propos clairement exprimés, contre les syndicats, contre les immigrés, contre l'Afrique, contre la souveraineté des peuples, pour les actions des USA dans le monde, montrent qu'il entend mener à bien sa mission au service du grand capital, de la grande bourgeoisie.

Quelques illustrations :

On commence par se servir :

- **Augmentation** de son salaire de **200% !**

Puis ses amis :

- Adoption de **mesures fiscales en faveur** des 400 000 ménages les **plus fortunés** (exemple : l'héritière des Galeries Lafayette, Léone-Noëlle Meyer, s'est vue **restituer 7,7 millions d'euros** d'impôts cette année)

Puis les patrons :

- **Exonération** des heures supplémentaires ce qui **réduit à néant la loi sur les 35 heures.**

L'argent de l'Etat doit servir à autre chose que le service public :

- **Réduction** du nombre des **fonctionnaires** quand il en manque dans tous les secteurs de la fonction publique.

Les malades doivent payer :

- **Augmentation des frais médicaux non remboursés.**

Les immigrés comme bouc émissaire :

- La loi sur l'**immigration choisie**, institue un **racisme** d'Etat inspiré clairement des idées de l'**extrême droite.**

Un Etat policier :

- **Multiplication des contrôles policiers non fondés** dans les entreprises, aux domiciles, dans les écoles, **organisation de rafles** dans la rue contre les **immigrés...**

Serrer la ceinture aux travailleurs :

- **Remise en cause du droit de grève .**
- Volonté de **supprimer la notion de licenciement** pour le remplacer par «un accord à l'amiable». C'est la liberté du «ravet devant la poule»
- **Augmentation** du nombre d'**annuités** pour une retraite normale.

Entre grandes puissances colonialistes :

- **Alignement** de la politique extérieure de la France sur celle des **USA.**

La pluralité c'est tout pour moi :

- L'essentiel des **médias** (presse écrite, télévision, Internet...) est **contrôlé** par les amis de Sarkozy.

La démocratie on s'en fout :

- Le traité européen, **rejeté** par référendum par les français, va être **imposé** sans que ceux-ci soient de nouveau consultés avec le «Traité simplifié».



L'arrogance, la démagogie, la manipulation et le cynisme sont au poste de commandement. Il ne s'agit ni plus ni moins du développement du capitalisme dans sa forme la plus brutale.